

CLARAZ (ex-Abbé J.) : Faillite des religions	300
— Le prêtre peut-il être sincère ?	210
— Qu'est-ce que la libre-pensée ?	180
— Le mariage des prêtres	220
— Du droit de massacrer les hérétiques	180
CLÉMENTOT G. : L'idole de Domrémy (J. d'Arc)	90
COTEREAU Jean : La cité sans Dieu	150
— L'Eglise et Pétain	180
DELPECH A. : Histoire populaire des religions	330
DESCHAMPS L. : L'Eglise à travers l'histoire	230
DIDEROT D. : La Religieuse	230
DU PRAT (Abbé) : Vénus dans le cloître	330
FAURE Sébastien : L'Imposture religieuse	310
— Naissance et mort des Dieux	165
— L'Eglise a menti	165
FOOTÉ G.-W. : Histoire des Vierges-Mères	180
FOURNIER E. : Jésus et l'histoire	115
FRATERETTO L. : Sottises du catéchisme	75
GUALDI (Abbé) : Une courtisane au Vatican	230
HAN RYNER : L'Eglise devant ses juges	280
HÉRIOT (ex-Mgr L.) : Mon évolution religieuse	280
HOLBACH (baron d') : Traité des trois imposteurs	180
LE FOYER L. : Le vrai Jésus des Evangiles	90
LORULOT André : Le pape et l'astronomie	115
LORULOT André : Paroles d'incroyant	300
— Pourquoi je suis athée	430
— Pour ou contre la Franc-maçonnerie	115
— La vérité sur le syndicalisme chrétien	115
— Dieu reconnaîtra les siens	130
— La morale de Croquemitaine	115
— L'Eglise et la limitation des naissances	115
LORULOT A.-Abbé VIOLLET : Pour ou contre l'Eglise	115
— L'Eglise et l'Amour	190
LORULOT A. et LAUNAY L. : Les richesses de l'Eglise	115
MAC CABE : La papauté et la politique	330
— Douze ans au monastère	330
MARESTAN Jean : L'impudicité religieuse	230
MONTCLAIR P. : Promenade à travers la religion	90
MOUTIER-ROUSSET E. : Légende de Jésus	210
— Le Christ a-t-il existé ?	230
SOUFFRANCE J. : Le couvent de Gomorrhe	330
DR SPEHL E. : La création	150
— Lourdes et la suggestion	140
TURMEL (ex-Abbé J.) : Dieu	115
— Les Religions	230
— Le Suaire de Turin	115
— Comment j'ai donné congé aux dogmes	280
— Comment l'Eglise m'a donné congé	280
— Réfutation du catéchisme	280
— La Bible expliquée	280
VERGNAUD V. : Histoire sincère des religions	180
Dr ZELTEN R. : Petite histoire des religions	130
xxx : Lettres d'amour d'une religieuse portugaise	280
xxx : Pourquoi nous sommes libres-penseurs	115
xxx : J'ai été carmélite	280

Imp. spéc. de *Contre-courant*, 34, rue des Bergers, Paris-15^e

Le gérant: HAINES

Première Série

Numéro spécial

Janvier 1955

CONTRE

COURANT

Cahiers mensuels d'études sociales

LIRE DANS CE NUMÉRO

LA SOCIÉTÉ SANS ÉTAT

par

Giovanna BERNERI

N° 3

ANIMATEURS : Louis LOUVET et André MAILLE

34, rue des Bergers - Paris (15^e)

Tél. SEGur 09-68

PRIX :

NOTRE LANTERNE

DIOGENE si l'on en croit la légende se promenait un jour, en plein midi, sur la place publique ayant, à la main, une lanterne allumée. Que cherchez-vous ? fit un quidam. Je cherche un homme ! répliqua le Cynique.

Eh bien ! nous aussi nous cherchons des femmes et des hommes, assez libres d'esprit, assez peu « engagés » pour venir naviguer avec nous « à contre-courant » dans la tempête sociale.

Qui sommes-nous ? Que signifie cette enseigne : Contre-courant ? Dès 1952, lorsque succédant à Ce qu'il faut dire, aux Nouvelles pacifistes, notre revue vit le jour, elle se présenta ainsi :

Les courants politiques, philosophiques, moraux entraînent la société vers le totalitarisme. En attendant que la dictature de droite ou de gauche, dont les méthodes sont similaires, ouvre ses camps de concentration ou procède aux exécutions sommaires, l'étatisme s'insinue partout, la natalité se veut excessive, le parti de l'Eglise sape l'école laïque, le fisc est omnipotent, la guerre exterminatrice se prépare. En la circonstance, « Contre-courant » n'a pas besoin de justifier son titre. Il se suffit à lui-même.

C'est dire que les feuillets que vous allez lire, les titres que vous verrez figurer dans la liste de nos éditions, sont frappés, au coin, d'un non-conformisme évident. Gardez-vous toutefois d'un jugement hâtif. Même si certaines idées émises dans cette brochure vous ont hérissé au passage, d'autres études, publiées par nos soins, doivent satisfaire vos goûts si, au départ, vous détestez la « pensée en série » et le « travail du robot ».

Nous sommes persuadés que la liberté — la vraie — se conquiert comme toute chose, et que l'homme ne sera réellement libre que le jour où il aura bouté hors ses préjugés, où il aura su se débarrasser de toutes les contraintes actuelles, économiques, sociales, politiques, morales et intellectuelles.

Puisse le hasard, aujourd'hui, nous avoir favorisés, dès ce premier contact, avec vous. Notre lanterne aura en ce cas rempli son office et nous compterons un militant de plus.

Un militant, bien sûr. Mais aussi un ami.

LES ANIMATEURS DE « CONTRE-COURANT ».

LA SOCIÉTÉ SANS ÉTAT

par **Giovanna BERNERI**

Qui nous sommes

NOUS savons qu'il existe contre nous, anarchistes, de grossiers préjugés et de profondes aversions. Mais nous savons aussi qu'ils dérivent, plus que tout autre chose, du fait que ceux qui nous détestent ignorent nos idées et ne savent pas ce que nous voulons.

Même en dehors des ennemis du progrès social qui, naturellement, sont contre nous parce que, dans la lutte sociale, nous nous situons de l'autre côté de la barricade, beaucoup de gens peuvent être étonnés d'apprendre que, parmi les nombreux partis et mouvements agissant dans la vie politique, les anarchistes aussi, prétendent avoir du poids et compter pour une force, même si leur nombre n'est pas grand et ne devait l'être jamais.

Pourtant, nous ne sommes pas nés d'hier. Notre acte de naissance officiel comme mouvement remonte à 1872, à la Déclaration de Saint-Imier, mais, déjà bien avant, s'était constitué en France, en Suisse et en Espagne l'*Alliance Internationale des Travailleurs*, qui avait pour guide et inspirateur Michel Bakounine. En Italie, c'est à Naples que les premières sections et fédérations furent créées. Mazzini était dépassé et l'ardeur combative de Garibaldi semblait désormais du gaspillage. Les idées socialistes commençaient à s'affirmer et par l'œuvre animatrice de Bakounine, de Cafiero, de Malatesta, et ensuite de Costa, de Fanelli et d'autres, le mouvement accouplait de plus en plus ces deux revendications inséparables : le socialisme et la liberté.

L'*Alliance Internationale des Travailleurs* tenta de fusionner, par un évident effort d'unité conçu par Bakounine lui-même, avec la Première Internationale fondée à Londres pour Marx. Mais ce mariage ne pouvait durer longtemps, soit à cause des tendances autoritaires et centralisatrices de Marx, soit parce que dans l'Internationale on apercevait déjà cette tendance légalitaire qui enlevait aux groupes et aux sociétés adhérentes leur esprit combatif. Les groupes

mêmes qui, à l'origine, avaient formé l'A. I. T., se détachèrent, en fait, et à Saint-Imier, en 1872, comme nous l'avons déjà dit, donnèrent officiellement vie à un mouvement qui, pour se distinguer des marxistes, se définit anarchiste tout en affirmant intégralement ses directives primitives. L'histoire de notre mouvement s'identifie donc avec celle du socialisme, dans ses origines en Italie. Mais ce n'est pas ici le lieu des longues expositions historiques.

Il suffit de dire que des géants comme Bakounine, comme Malatesta, sans s'imposer, en s'efforçant même de toujours exprimer la volonté des multitudes, influencèrent profondément, par leur intelligence et leur activité, toutes les sociétés ouvrières de l'époque, jetant ainsi les fondements des mouvements anarchistes qui, encore aujourd'hui, luttent en Espagne, en Italie, en France, en Suède, en Suisse et dans d'autres pays, suivant la même ligne idéale.

Nous renonçons donc à exposer l'histoire de notre mouvement. Et nous renonçons également à développer un programme. Les programmes, nous savons ce qu'ils valent. Chacun a la prétention de posséder le meilleur, celui qui renferme la formule magique qui portera enfin remède aux maux sociaux qui nous affligent. Mais en pratique les programmes comptent pour peu de chose. A peine lancés, ils sont oubliés, tel est leur sort, même s'il en dérive de graves désillusions pour ceux qui y avaient ajouté foi.

Ce qui importe c'est l'action actuelle. Comprendre quelle attitude il faut avoir en face des conditions présentes, et quelles revendications peuvent s'y insérer pour arriver à des conquêtes réelles. Pour cela, nous nous proposons d'exposer ici, dans une forme très simple, ce que les anarchistes veulent et comment ils entendent agir.

Contre l'Etat

COMME tous les mouvements qui ne sont pas simplement conservateurs, les anarchistes aussi sont mus par la volonté de combattre les erreurs et les maux de la vie sociale présente. Mais nous ne nous contentons pas d'agir pour que ces maux s'atténuent, ou pour que d'autres les remplacent qui, en regard des premiers, seraient moins graves. Nous entendons en rechercher les causes exactes, profondes, et nous battre contre celles-ci jusqu'à leur destruction, de façon que ces erreurs et ces maux soient effacés pour toujours. En bref, nous croyons en avoir individualisé la cause majeure, l'instrument de leur perpétration, le véhicule de leur reproduction dans l'ensemble d'institutions et de rouages qui s'appelle l'Etat.

Et c'est pour cela que nous considérons l'Etat comme l'ennemi n° 1 du peuple.

Qu'est-ce que l'Etat ? Nous voyons, à la lumière de l'expérience quotidienne et de la connaissance de l'histoire, se répéter un cycle bien affligeant. La société humaine est divisée en deux grands groupes : celui des multitudes qui doivent obéir et celui des minorités qui veulent commander. La dernière se constitue en « pouvoir » pour défendre ses privilèges. Les multitudes aspirant à la liberté, s'insurgent. A un moment donné, des groupes se forment qui

agissent dans le sens de l'insurrection. Le pouvoir est alors conquis par ces groupes qui adaptent les institutions et le mécanisme de l'Etat à leur défense propre. C'est-à-dire qu'en fin de compte s'établit un nouveau fractionnement de la société qui devient différente de la précédente, mais se trouve néanmoins constituée de nombreux serfs et de peu de maîtres. Et l'Etat est partout présent pour garantir la nouvelle stabilité.

L'Etat n'est pas une entité abstraite qui existe dans un certain sens par lui-même, au-dessus et presque en dehors des hommes et des femmes vivants qui constituent la seule réalité du corps social. Au contraire, c'est quelque chose de très concret. C'est l'ensemble constitué pour une partie par le gouvernement, c'est-à-dire par les ministres, les députés, les juges, les policiers, les gardiens de prison, les agents du fisc, etc, pour l'autre partie, des noyaux sociaux qui décident au départ de la constitution du gouvernement même, c'est-à-dire les gros propriétaires industriels, le haut clergé, les militaires de haut grade, toutes les castes privilégiées qui pèsent sur le menu peuple et le rejette en fait hors de la conduite des affaires publiques, même quand elles lui consentent l'illusion d'y participer.

L'Etat perd ainsi les attributs éthiques qu'on cherché à lui donner certains philosophes théoriciens, il se dépouille des oripeaux dont l'ont vêtu certains rhéteurs politiques. Il montre son vrai visage : instrument de proie garanti que se disputent les pirates, ceux qui sont au pouvoir et ceux qui aspirent à s'en emparer.

L'Etat est l'expression des plus basses passions humaines, qui maintient les hommes sur un plan zoologique. Et il s'identifie, dans toute situation historique donnée, avec les groupes antilibertaires qui maintiennent les multitudes dans l'oppression.

Le tableau est sombre, mais vrai. Et rien d'essentiel ne change quand les maîtres de l'Etat sont remplacés par d'autres ou lorsque les méthodes de leur prédominance sont modifiées. Qu'il s'agisse d'autocratie, de bureaucratie, de technocratie, nous avons toujours une minorité qui s'arroge le droit de décider et d'imposer à tous des modes et des conditions de vie qui assurent à cette minorité la permanence aux leviers de commande.

Il importe peu que son action soit animée de bonne ou de mauvaise foi, que chaque gouvernant ait plus ou moins conscience d'agir contre la liberté du peuple. Même quand (cas très rare dans l'histoire) certains gouvernants se proposent honnêtement de respecter la liberté du peuple comme en Italie, par exemple, avec Quintino Sella ou avec Parri, et en Amérique encore plus nettement avec Jefferson — ils sont portés fatalement à renforcer la constitution de la machine avec laquelle l'Etat agit sur les citoyens, contre les citoyens. Et il suffit que des groupes intéressés réussissent à leur substituer dans le gouvernement des hommes moins intelligents ou moins scrupuleux pour que l'Etat renforcé retourne naturellement à sa fonction antilibertaire.

Donc, on ne répétera jamais assez que l'Etat est l'ennemi n° 1 de la liberté du peuple et aussi, par conséquent, de son bien-être, qui n'est pas seulement bien-être matériel, et qui ne peut naître et se développer que dans l'atmosphère vivifiante de la liberté.

Contre le gouvernement

L'ETAT trouve son expression physique dans le gouvernement. C'est dans le gouvernement que l'Etat peut s'individualiser et combattre. Nous sommes donc avant tout contraire au gouvernement. Et cela est exprimé dans notre dénomination : « anarchistes », parce qu'« anarchie » signifie ordre social sans gouvernement et sans autorité et non désordre et violence comme souvent on interprète à tort ce vocable.

Dans cette opposition au gouvernement, nous nous trouvons ou, plutôt, nous nous trouvons faire route commune avec tous les partis de gauche. Il fallait une époque chaotique comme la présente pour nous faire assister au fait nouveau d'un gouvernement sans opposition.

Mais cette concorde, cet accord vaut seulement tant qu'il s'agit d'opposition aux gouvernements appelés bourgeois. Au delà de ceux-ci, des militants qui se laissent guider par des dirigeants des partis découvrent d'autres gouvernements : gouvernements prolétariens, gouvernements démocratiques, gouvernements qui, supposent-ils, seront un moindre mal. Et ces gouvernements, les partis pensent pouvoir les accepter bien mieux, ils en déterminent la constitution et entendent s'identifier avec eux.

Les anarchistes, au contraire, dès maintenant, affirment que leur opposition subsistera, changée de forme peut-être, mais inchangée dans ses revendications et dans sa ténacité, contre tout gouvernement, quel qu'il soit.

Notre opposition n'est pas conditionnée par la nature des gouvernements. Nous n'avons pas besoin, pour la justifier, de nous le représenter tyrannique, au sens absolu du terme et maléfisant dans toutes ses actions. Nous admettons qu'il peut exister un gouvernement qui se fasse le promoteur de réformes et qui crée des institutions apparaissant — par une vision limitée des faits sociaux — dirigées contre quelques-unes des castes privilégiées de la société. Le fascisme même a quelquefois pris des mesures qui paraissaient contraires à ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Mais nous savons regarder au delà du bénéfice immédiat de la « largesse » gouvernementale. Sous la douceur du gant, nous sentons la serre de l'oiseau de proie.

Ainsi, le gouvernement Giolitti était progressiste ; il « voulait le bien du peuple ». Mais l'école était maintenue en état de déficience et non adaptée à un vrai progrès culturel du peuple, parce que, à travers le gouvernement, qui s'en était réservé le contrôle, agissaient les prêtres et les cléricaux, pour lesquels l'ignorance du peuple est l'indispensable fondement de leur domination. L'industrie était subventionnée, elle aussi, pour le bien du peuple, et les miettes des subsides de l'Etat parvenaient quelquefois au pauvre Lazare qui assistait, affamé, au banquet des seigneurs. Mais la protection de l'Etat, qui enrichissait les industriels, conduisait à produire tout plus cher qu'à l'étranger — tout, des automobiles au sucre et du fer aux tissus. Et le consommateur italien n'avait pas le moyen de se procurer à l'étranger des produits à meilleur marché qui y

étaient disponibles, parce que son travail devait produire des armes et des machines pour la guerre, à la place de produits à échanger avec les autres pays.

Tout cela était vrai avec Giolitti, c'était vrai avec Crispi, avant Mussolini. Ça l'est toujours.

C'est pourquoi nous sommes contre le gouvernement soi-disant libéral, qui a été au pouvoir sous diverses formes dans l'Etat unitaire italien depuis 1870, nous conduisant à la crise finale du fascisme, à la guerre, à l'abîme dans lequel nous nous débattons. Nous entendons, nous aussi, les « libéraux » parler abondamment aujourd'hui de liberté, de laisser faire, de libre initiative. On dit qu'un gouvernement à venir assurera à tous un maximum de liberté individuelle, sur la base de ces beaux principes.

Mais, en attendant, nous voyons, sans compter le reste, que les libéraux ne savent pas concevoir de gouvernement sans un système bien agencé de tribunaux, de police et de prisons qui soient toujours prêts à intervenir, même au prix de la vie du citoyen, aussitôt que ce dernier s'oppose, de quelque façon que ce soit, aux intérêts des possédants et des privilégiés, qui sont la substance même de l'Etat.

Tout gouvernement libéral est essentiellement conservateur. La liberté qu'il soutient est seulement la liberté de commander pour ceux qui commandent, la liberté de posséder pour ceux qui possèdent. Les autres sont libres seulement d'obéir et de mourir de faim.

Nous sommes encore plus résolument adversaires des gouvernements totalitaires, desquels nous avons déjà tant de mauvais exemples dans notre histoire contemporaine et dont l'un reste tragiquement vif en nous, dans notre esprit et dans notre chair. Peu nous importe qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'ils expriment la toute-puissance de gangsters ou de fonctionnaires, que les gouvernants soient de bonne ou de mauvaise foi.

En substance, c'est toujours le maintien d'une atmosphère d'oppression. Dans cette atmosphère peut se répéter, aujourd'hui, l'effort des Pharaons qui ont construit les Pyramides et un système d'irrigation parfait avec des centaines de milliers d'esclaves. Et aussi, se réaliser l'amélioration du bien-être matériel des multitudes. Mais au terrible prix de leur renonciation à la liberté en faveur d'anciennes ou de nouvelles castes qui veulent exercer le contrôle de la vie sociale. Sur ce plan général, il faut bien comprendre aussi notre opposition même à l'Etat socialiste.

L'Etat socialiste reste, lui aussi, un mécanisme d'autorité qui se constitue et, peu à peu, se renforce jusqu'à devenir permanent.

Nous savons que les hommes engagés dans sa création et dans son fonctionnement ont souvent, au départ, la volonté d'agir pour le bien commun. Il n'est que de lire les pages éternelles de Lénine, dans *Etat et Révolution*, ou celles de Laski, dans *Réflexions sur la révolution de notre temps*, pour s'en convaincre.

Mais l'expérience historique nous enseigne que ces mêmes hommes perdent peu à peu cette volonté initiale, par le fait même qu'ils exercent une autorité sur leur prochain et qu'ils se prévalent d'un pouvoir qui est arbitraire dans sa racine, même s'il a obtenu autour de lui un consentement apparent. Eux aussi finissent toujours par devenir des hommes de gouvernement du type habituel, voués à la conservation d'un ensemble déterminé d'inégalité sociale. Eux aussi sont « l'Etat », ennemi n° 1 du peuple.

Objections

UN ami, professeur d'Université, nous disait : « Toute société humaine a toujours eu une forme quelconque d'Etat. Il n'y a aucun exemple historique de société sans Etat. Ce fait, dans sa simplicité n'est-il pas la preuve suffisante qu'il n'en peut pas séparer la société de l'Etat ? La preuve que nous pouvons agir pour éliminer les maux des formes historiques d'Etat que nous combattons pour les remplacer par des formes meilleures, mais sans l'utopique volonté d'abolir l'Etat ? » Objection certainement profonde. Mais tout autre que décisive.

Avant tout, il n'est pas vrai qu'il n'ait jamais existé aucune société sans Etat. Il suffit de citer Jefferson qui, maintes fois, dans ses écrits, a exalté les communautés indiennes d'Amérique qui « vivaient sans gouvernement, dans une société où l'opinion publique se substituait à la loi, et était pour les mœurs un frein bien plus puissant que ceux que la loi n'a jamais pu réaliser ailleurs ». Et on peut y ajouter — pour ne pas en rester à une société de « sauvages » — l'exemple des pionniers en marche vers l'Ouest, en Amérique également, dans la première moitié du XVIII^e siècle : familles libres au sein de communes libres, toutes si jalouses de leur propre indépendance qu'elles ne voulurent même pas entendre parler longtemps de fédérations de communes, par crainte que ne se constitue, comme il arriva par la suite, quelque pouvoir privilégié (1).

Mais quand même il serait vrai, par hypothèse, que l'histoire humaine n'a pas, jusqu'à présent, expérimenté de société sans Etat, on ne peut, pour ce simple fait, barrer les voies de l'avenir.

Il y eut certainement une époque, dans l'histoire ou dans la préhistoire, où les hommes n'avaient même pas expérimenté de « société » comme nous l'entendons. Il y avait un chef, un maître à qui tous appartenaient. Et pourtant cette condition a été dépassée, par la lutte des sujets contre le roi. L'autorité s'est ainsi transmise au cours des siècles, du monarque absolu aux feudataires ses vassaux. Il restait encore une énorme masse de serfs. Mais ensuite l'autorité est encore passée, à travers d'autres révolutions, aux négociants et aux industriels. Maintenant, elle doit enfin aller au peuple tout entier. Selon un mouvement historique bien déterminé — alimenté de volontés successives s'amplifiant constamment — par lequel le pouvoir social, à l'origine concentré dans les

(1) Pierre Besnard cite dans sa brochure — éditée par nos soins — Le Fédéralisme libertaire l'exemple d'une société sans Etat qui aurait été établie à Florence aux alentours de 1500 et qui aurait duré près d'un siècle.

main d'un seul et ensuite de plusieurs, se répartit entre un nombre d'individus toujours plus grand.

Il n'est donc pas du tout utopique de prévoir le jour où le pouvoir sera dans les mains de tous. Non pas à la façon « démocratique » où le pouvoir est juridiquement à tous, et en fait appartient à quelques-uns. Mais avec le pouvoir effectivement conservé par chacun dans ses propres mains, sans qu'il y ait délégation, de manière que chacun soit roi de soi-même. La vie sociale fonctionnera alors comme un réseau d'associations spontanées, de luttes amicales, et la solidarité entre individus et entre groupes sera la base des coutumes. La société s'organisera donc sans Etat. Ce n'est pas utopie, à condition, bien entendu, que nous le voulions fortement.

Certains socialistes et encore plus les communistes font remonter l'origine des maux sociaux à l'existence des classes : une classe capitaliste ou bourgeoise, et une classe travailleuse ou prolétaire. C'est une hypothèse simpliste, car les faits démontrent que les seules révolutions réussies ou tentées se sont précisément déroulées dans des pays où l'existence de ces classes, avec un tel caractère, est le moins démontrée.

Ils pensent que l'Etat bourgeois est maintenu par ces classes et qu'en lui substituant un Etat prolétarien, les classes se réduisant ainsi, par la force, à une seule, elles devront naturellement disparaître et avec elles, ensuite, l'Etat lui-même. C'est la fameuse thèse de Lénine, qui en déduisait sa prévision du « déperissement progressif » de l'Etat dans un régime de dictature du prolétariat, soulignant en ce point la divergence entre marxistes et anarchistes.

Les marxistes sont aussi convaincus, dans le cas d'une révolution, de la nécessité de supprimer l'Etat, pour le rétablir comme instrument de la prédominance du prolétariat, après l'avoir détruit en tant qu'Etat bourgeois.

Engels définissait ainsi l'Etat : « Un fléau que le prolétariat hérite dans sa lutte pour arriver à la domination de classe, mais duquel il devra... dans la mesure des possibilités, atténuer les effets les plus pénibles, jusqu'au jour où une génération élevée dans une société d'hommes libres et égaux pourra se débarrasser du fardeau de gouverner. »

Nous, anarchistes, avons toujours prétendu que les classes ne maintiennent pas l'Etat, mais que l'Etat crée, maintient et renouvelle les classes, et que, par conséquent, le fait même de continuer à se servir d'un tel instrument d'oppression sociale fera toujours naître des générations divisées en esclaves et en maîtres, et ne nous libérera jamais de l'Etat. Avant la révolution russe, notre objection était taxée, d'habitude, de « théorique ». Mais après cette expérience, elle a acquis la valeur des certitudes historiques.

Nous avons vu, nous sommes en train de voir, ce qui se produit au lieu du « déperissement » de l'Etat prévu par Lénine. Il se crée une autre classe à la place de la classe bourgeoise, et une nouvelle classe remplace la classe prolétarienne préexistante. On arrive ainsi à la coexistence d'une multitude de travailleurs d'Etat, dont la vie est réglée par les décisions d'une élite de bureaucrates et de techniciens, avec des frontières de classe bien déterminées et des privilèges idem. C'est-à-dire qu'en des formes diverses — et

peut-être avec un bien-être matériel plus grand, vaille que vaille — la société est de nouveau divisée en maîtres et en esclaves.

De fait, nous ne trouvons, dans la législation russe, presque plus rien des affirmations révolutionnaires des années héroïques. Ce qui plaisait à Marx dans la Commune de Paris, c'était l'éligibilité temporaire et directe des délégués par le peuple, leur révocabilité, la limitation de leur rétribution à des salaires égaux à ceux des ouvriers, l'abolition de l'armée et l'armement direct des citoyens. Tout cela existait en Russie quand le peuple se battait en liberté. Maintenant tout cela a disparu, de même que la gratuité intégrale de l'école et la simplification des formalités du mariage et du divorce.

Et la reconstitution d'une société de classes — conséquence inévitable de la survivance de l'Etat — trouve sa concluante vérification dans le fait que le salariat n'a pas été aboli, ce système dans lequel git la moderne expression de la servitude des travailleurs.

*
**

Des républicains de diverses gradations, se joignent aux camarades socialistes et aux communistes. Ils nous disent : « Une fois admis que les gouvernements de gauche atténuent les maux que vous dénoncez, il est incontestable qu'ils représentent un progrès vis-à-vis des gouvernements de droite. Pourquoi donc, comme premier pas vers l'anarchie, ne luttez-vous pas avec nous pour conquérir ces fragments d'anarchie qu'il est possible de réaliser immédiatement !

Objection de celui qui ne s'arrête qu'à l'examen superficiel des faits !

La République démocratique n'est qu'un paravent, derrière lequel restent cachés les mêmes privilèges sociaux capitalistes, catholiques, militaristes qui hier encore, agissaient derrière le paravent de la monarchie. Si la caste des maîtres trouve des hommes d'Etat habiles, nous aurons de nouvelles éditions de Giolitti, avec le nécessaire appendice des opposants de bonne volonté qui sollicitent et acceptent les bénéfices faisandés avec lesquels on récompense les domestiques. Et ce sera tout.

Nous ne défendons certainement jamais un régime plus oppressif contre un autre qui le serait moins.

Chaque fragment de liberté que les maîtres nous concèdent — contraints par la peur que nous leur inspirons — même quand il semble que l'acte soit spontané nous sert pour renforcer notre volonté vers une liberté radicale. Mais nous ne l'accepterons qu'en restant toujours en position de lutte. Sans quoi le bénéfice serait illusoire.

Nous l'avons vu au cours des années de maturation du fascisme, quand Giolitti, avec la complicité des chefs des partis de gauche a démoralisé les ouvriers italiens précisément par l'offre opportune de « fragments de liberté » chaque fois que le peuple faisait mine de se mettre en mouvement pour la conquérir tout entière.

Il n'y a donc pas pour nous de doute possible. La grande directive de la lutte sociale, pour qui veut vraiment qu'elle conduise

vers la liberté, est avant tout la lutte pour la destruction de l'Etat, conduite de telle façon qu'aucune forme nouvelle d'Etat ne puisse se reconstituer, afin que l'ordre nouveau jaillisse spontanément des libres accords des individus et des groupes, sans aucune constitution d'autorité.

Voilà la position des anarchistes.

La Société sans Etat

EN vérité, à part les adversaires de parti, bien des gens sont d'accord avec nous jusqu'ici. La critique semble persuasive, et quelle critique meilleure que celle fondée sur les faits ? Mais sur la voie du consentement, ils s'arrêtent, craintifs. Une interrogation qui paraît décisive les effraie : comment est-il possible d'imaginer une société sans une forme quelconque de gouvernement, si minime soit-elle, qui garantisse la liberté de chacun contre les empiètements du voisin et qui, par son tissu juridique, donne à tous le moyen d'aplanir, sans lutte violente, leurs divergences ?

On nous demande, avec un sourire satisfait : dites-nous donc comment sera votre société sans police et sans lois ? Et cette objection paraît formidable, invincible, alors qu'elle n'est que puérile et simpliste.

Commençons par répondre en imaginant de parler à des femmes, à des mamans ou à de futures mamans. Lorsque vous incitez votre enfant à faire maladroitement ses premiers pas, sachant qu'il finira par tomber ou par donner de la tête contre un mur, que répondrez-vous à celui qui vous demanderait, avec le même sourire que nos contradicteurs : mais pourquoi ne munissez-vous pas votre bébé d'une paire de béquilles qui l'aiderait à marcher sans risque ?

Vous savez que votre fils doit apprendre à marcher en marchant. Vous savez que c'est seulement en marchant qu'il apprendra à marcher et que les béquilles, au lieu de l'aider, l'empêcheraient d'avancer. Vous savez que peu importe quelques égratignures, parce que c'est la seule façon pour lui de faire son apprentissage et de réussir peu à peu à se tenir droit sur ses petites jambes et à en coordonner les mouvements.

Ainsi disons-nous — en changeant ce qui doit être changé — étendons le raisonnement concernant le bébé à l'homme.

Toute intervention extérieure, au reste, enlève à la vie sociale l'apport spontané de tous. Un grand nombre de personnes, sachant qu'un « gouvernement » — que d'autres, en somme — s'occupe des problèmes sociaux, sont portées, par l'habitude de l'asservissement à s'en désintéresser. C'est pour cela que tout va mal. Parce que les problèmes de la vie collective sont devenus toujours plus complexes et qu'on prétend les faire résoudre par une petite minorité d'intéressés ou d'experts, au lieu de rendre possible, par la courageuse pratique de la liberté, l'apport de la volonté et de l'expérience de tous.

Et puis, nous savons par l'enseignement de l'histoire qu'un quelconque frein extérieur, engin nécessaire dans un mécanisme

juridique (soit un plan, soit une Constitution, soit l'un et l'autre ensemble), conduit tôt ou tard à la fondation d'un pouvoir qui en garantit l'application. Et par le pouvoir et autour de lui agglomèrent des hommes qui finissent prisonniers de leur autorité même. et qui, fatalement, cristallisent leur prédominance sociale par la création de nouvelles castes de privilégiés. La protection du peuple, l'aide à lui apporter, même offerte de bonne foi, se change en oppression.

Pour cela, nous renonçons, à priori, à tout plan bien construit qui, en tant que béquille rationnelle, aide le peuple à cheminer vers la liberté. Quand la reconstruction sociale sera traduite en actes, notre apport de volonté et d'action sera, naturellement, orienté dans le sens socialiste, lequel n'a pas besoin de définition. Mais nous n'édifions, maintenant, aucun plan de la société future. Les schémas rationnels qu'il est si facile de tracer aujourd'hui chez soi nous semblent tous illusoire.

Aucun homme n'est capable de concevoir tout seul, par anticipation, le résultat probable du rassemblement des multiples vies de tout un peuple et de l'exprimer à qui demande comment sera organisée la société future.

Les planificateurs nazis et fascistes qui ont agi avec une grande abondance de moyens de recherche, ont démontré, par leurs énormes erreurs d'évaluation que l'on ne peut même pas répondre à la question élémentaire : comment fonctionnera la société dans l'avenir immédiat ? Et le grand homme politique que fut Lénine, animé pourtant de la flamme du génie, lui aussi s'est trompé quand il a cru prévoir le plus lointain futur. Comme avant lui s'était trompé un autre homme de premier plan, Karl Marx.

Abandonnons Karl Marx qui est maintenant quelque peu périmé et prenons Lénine qui s'imaginait que l'anarchie ferait suite au communisme, puisque l'Etat dictatorial de son système politique lui paraissait une nécessité provisoire qui devait mourir naturellement en route. Or, au contraire, nous savons que l'Etat russe, aujourd'hui, a de fortes racines et de solides tentacules qui tendent à devenir chaque jour plus vigoureuses au lieu de s'affaiblir et de disparaître.

D'autre part, nous posons la question : nos contradicteurs ont-ils jamais pris le soin d'observer quelle énorme partie de la vie individuelle et sociale d'un peuple civilisé se déroule, déjà aujourd'hui, en dehors de toute intervention possible de l'Etat, dans tous les secteurs où n'est pas directement en jeu le sort de la prédominance des maîtres de l'heure.

Entre nous, après vingt ans de dictature, se souvenir de formes civiles de vie est un triste privilège des anciens. Les jeunes ne savent pas, mais on peut bien citer comme exemples les faits suivants : En Angleterre, une quantité de contestations privées sont résolues par le libre arbitrage au lieu d'être jugées par les tribu-

naux ; dans les pays nordiques le boycottage social de celui qui abandonne une femme enceinte est plus efficace qu'une loi. Enfin, dans le monde entier, l'énorme effort scientifique de notre temps a été accompli entièrement par le travail libre d'individus et de groupes et l'Etat est intervenu seulement pour en faire un instrument de guerre.

Mille exemples s'offrent à nous. On peut constater partout que jusqu'à ce jour, ce qu'il y a de vital dans notre vie sociale naît d'initiatives spontanées, s'alimente d'efforts volontaires, se règle par de libres accords. Où l'Etat intervient, au contraire, le bien lui-même se change en mal.

Nous nous limitons donc à affirmer, pour toute réponse à nos contradicteurs, notre absolue confiance dans la force créatrice de la liberté.

Nous affirmons que c'est seulement en pratiquant la liberté que les hommes apprendront à vivre en liberté. Il n'y a pas d'autre voie.

Le fait que cette pratique implique une période initiale de désordre ne doit effrayer personne. Tout ordre nouveau des sociétés humaines est sorti d'une période de chaos, d'une « table rase » des institutions qui l'ont précédé. Lorsque les femmes et les hommes seront débarrassés de leurs chaînes et que seront supprimés tous les moyens d'oppression, qu'hommes et femmes seront en condition de vivre vraiment en liberté, ils finiront par agir de la façon la meilleure et il en résultera certainement un plus grand bien-être moral et matériel.

Pour commencer, il y aura des erreurs. C'est inévitable. Mais chacun de nous apportant à l'œuvre commune son expérience directe et chacun de nous se soutenant avec le sens de sa propre liberté, c'est-à-dire de sa propre responsabilité, l'ensemble de notre action finira par diriger tout le monde sur la bonne route.

Les hommes et les femmes n'apprendront jamais à se gouverner eux-mêmes tant qu'ils seront contraints d'accepter que d'autres les gouvernent.

D'autres encore nous diront : Tout cela est bel et bon, mais les hommes ne sont pas mûrs pour une expérience de ce genre.

La réponse à ce doute ne peut être illustrée que par des faits. Pour ne pas rester dans l'abstrait, nous citerons l'exemple concret fourni en cent cas par le peuple espagnol dans sa révolution qui attend d'être reprise et achevée.

Le peuple espagnol n'était certainement pas préparé pour la révolution selon les schémas habituels de ceux qui s'imaginent qu'on peut décrire à l'avance les grands mouvements théoriques. Aucun peuple n'a jamais été, personne ne sera jamais « mûr pour la révolution ». Mais comme le peuple espagnol, d'autres s'engageront sur

cette voie, aussitôt, qu'aura cessé l'occupation des nations européennes par les soldats étrangers.

En Espagne, ce peuple, à qui les républicains et les marxistes reprochent le manque de maturité politique, a laissé des exemples très instructifs.

Dans certains villages de Castille, les paysans avaient voté en masse pour les droites aux élections de février 1936, suivant passivement les indications ou les pressions du hobereau ou du prêtre local. L'Etat, avec son pouvoir énorme, était le grand fantôme omniprésent à côté du hobereau et du prêtre, et il conduisait ces hommes comme un troupeau. Mais le 19 juillet 1936 — c'est-à-dire à quatre mois seulement de distance — quand le pronunciamiento de Franco conduisit à une immédiate paralysie de l'Etat, ces mêmes hommes organisèrent immédiatement des collectivités paysannes spontanées, sans bureaucratie, sans commandement central, avec la participation de la totalité des habitants appelés à l'exemple — et non par la contrainte — autour des noyaux initiateurs.

L'Etat est une autorité oppressive, c'est pourquoi il enchaîne l'esprit des hommes avant même de leur lier les bras. Libéré de cette entrave, ceux-ci agiront tout de suite selon les deux directives fondamentales de l'activité humaine : la lutte et la solidarité associées.

Ce sont ces paysans ignorants et misérables des villages espagnols arriérés, qui ont donné durant la guerre civile les meilleures preuves de la vitalité de nos idées. Non pas dans l'œuvre d'un jour, mais pour toute la durée de la guerre.

La F.A.I. et la C.N.T. — chez qui était et est encore fécond l'enseignement de Bakounine — ont su, dès le commencement du conflit, opposer à Franco et à ses généraux les milices de travailleurs constituées spontanément, et ces milices, avec des soldats, tous volontaires, avec des chefs, tous élus et combattant en première ligne, étaient en train de les rejeter à la mer.

En Espagne, on expérimenta non seulement les formes anarchistes de combat, mais aussi les formes anarchistes de travail.

Les usines aux ouvriers, les terres aux paysans, ces mots signifiaient alors exactement ce qu'ils veulent dire. Les travailleurs de chaque entreprise en assumaient en propre la gestion.

Il n'y avait aucune constitution de bureaucratie ni de centrales planificatrices. Sans experts politiques, sans ordres venus d'en haut, avec les seules limites des libres accords internes de chaque usine ou de chaque ferme, avec l'aide des accords nécessaires établis au fur et à mesure entre les usines et les fermes et entre les libres communes de la ville et de la campagne, toute la vie sociale était en train de se réorganiser sur des bases anarchiques de production et d'échange. Et tout cela dans l'atmosphère incandescente d'une guerre qui rendait ces créations très difficiles.

Nous connaissons bien les causes de la défaite qui suivit. L'intervention des régimes totalitaires, de droite et de gauche, et la lâcheté des grandes démocraties ont affaibli les travailleurs et ren-

forcé les généraux. Les victoires initiales des travailleurs, obtenues grâce à la saine liberté du désordre créateur, se sont conclues par la défaite des travailleurs enrégimentés à nouveau sous une autorité centrale. Mais une telle défaite militaire est par elle-même une confirmation de la justesse de nos idées.

★ ★

Elle démontre ce que nous affirmons toujours : il n'est pas vrai que nos idées soient incompréhensibles pour les gens simples ni qu'il faille en ne sait quelle préparation culturelle pour les saisir.

Les solutions libertaires de tous les problèmes concrets sont les plus simples possibles, simples jusqu'à coïncider généralement avec celles que le bon sens suggère. Si elles ne se réalisent pas, c'est parce que les intérêts constitués et l'inertie des traditions s'y opposent, les uns et les autres agissant par mille méthodes, toutes protégées par l'Etat.

Enlevez l'Etat, enlevez cet obstacle non nécessaire et tous les autres obstacles de chaque problème seront aisément surmontés, avec le minimum d'efforts et avec le meilleur résultat, en liberté. Une fois écarté cet organe central qui fait la pluie et le beau temps selon son bon plaisir, et qui permet en outre aux paresseux de s'y adapter à cause de sa propre inertie, nous disons aux hommes et aux femmes : « Ce problème te regarde. C'est à toi et à tes voisins de le résoudre. Le monde ne progresse pas parce qu'il y a un pouvoir qui commande. Il avance parce que tu travailles, parce que tu penses, tu aimes, tu combats, toi ouvrier, toi paysan, toi ingénieur, toi instituteur, toi mère de famille, toi poète. Sans ton travail la vie s'arrêterait. A toi donc d'agir. »

★ ★

Ainsi, le centre de l'action sociale se porte dans les sièges locaux. Du reste, cela existe déjà de fait aujourd'hui, chez les peuples les plus civilisés où le gouvernement joue le rôle de la mouche du coche.

Les problèmes qui regardent une communauté donnée (ceux de l'enseignement, de l'hygiène, de la viabilité, etc.) doivent être résolus par les citoyens du lieu, sans attendre l'agrément ni les moyens financiers de messieurs qui sont dans la capitale et qui n'ont aucune connaissance de ces problèmes. C'est pourquoi, nous ne parlons jamais de l'Etat, cependant que nous insistons tant sur les communes libres.

Commune libre : groupement d'hommes et de femmes autour de volontés communes bien déterminées. C'est le noyau d'où — par une multitude d'accords, selon l'occasion et les circonstances, sans constitution de pouvoirs politiques ni de hiérarchie et par conséquent sans l'intervention d'« hommes d'Etat » — afflue ce qui peut exister de vital dans les groupements majeurs qui ont nom : Région, Nation, Fédération de nations. A condition toutefois que la commune libre ne se transforme pas elle-même en un petit Etat, avec un petit gouvernement à elle. Parce que, alors, de l'accumulation

locale d'autorité dérivera nécessairement la constitution d'autorités toujours plus vastes, une nouvelle forme d'Etat.

Ainsi seulement la commune libre reste un groupement spontané d'hommes et de femmes dans lequel on ne doit jamais obéir. Une multiple administration de services, dans lesquels les travailleurs se sentent à la disposition des citoyens et tenus à travailler selon leurs décisions, sans aucun pouvoir de décider pour son compte en dehors des champs techniques de leurs compétences particulières.

Et ainsi dans la commune libre se réalise la vieille formule anarchiste : substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Le gouvernement présent

AUJOURD'HUI, que fait le gouvernement ? Il pompe l'argent de toutes les localités pour le redistribuer ensuite selon le critère de ses fonctionnaires, ou, mieux, selon l'intensité des pressions auxquelles ceux-ci sont accessibles.

L'afflux de richesse, qui des communes va à la capitale, retourne ensuite dans les communes, mais après que l'Etat en ait absorbé une notable portion pour son propre fonctionnement et pour les œuvres nécessaires à la sûreté de sa prédominance sur les citoyens.

Cela se passe exactement comme dans l'histoire du nègre à qui un missionnaire voulait faire comprendre pourquoi il était juste de payer les impôts. Il lui expliqua que le gouvernement, semblable à un père, le protégeait des ennemis, le soignait quand il était malade, le nourrissait quand il avait faim, éduquait ses enfants et que tout cela il ne pourrait pas le faire si chacun ne lui payait pas sa part. Le vieux nègre resta pensif. Puis, il dit : « J'ai compris. C'est comme si mon chien venait me trouver et me dise : « Maître, j'ai faim » et que je lui réponde : Oh, cher et fidèle compagnon, je vois bien que tu as très faim. Je vais y remédier ». Alors, je prends un couteau, je coupe la queue du chien, je la lui tends gentiment et je lui dis : « Voici, mon chien, apaise ta faim avec ce beau morceau de viande ».

De fait, il avait assez bien compris. Seulement, comme c'était un sauvage et qu'il ne pouvait saisir certaines subtilités, un côté de la question ne lui était pas apparu.

Pour faire comme le gouvernement, il aurait dû penser d'abord à garder pour lui une bonne portion de cette pauvre queue, la faire cuire et la manger, et puis, son estomac ainsi rempli, tenir à son chien un discours moins simple, avec un peu plus de morale. Cela, sermon inclus, est exactement ce que fait le gouvernement pour résoudre les problèmes.

★★

Un dernier emprunt a permis de recueillir, dans l'Italie entière, je ne sais combien de milliards, qui ont été dûment envoyés à Rome.

De Rome, avec ces milliards et avec d'autres prélevés sur le peuple entier, on a continué, par exemple, à entretenir un grand nombre de généraux et d'amiraux avec l'indispensable suite de

dépendants, bien que, de toute évidence, le besoin ne s'en fasse plus sentir, du point de vue militaire. Aujourd'hui encore on persiste, aujourd'hui que, pour quelques appareils de transport, nous avons une quarantaine de généraux d'aviation, pour quelques navires de guerre une cinquantaine d'amiraux, et toute la clique sacro-sainte des hauts gradés, Badoglio et consorts, tous sont payés par l'Etat. Comme est payée en grande partie par l'Etat l'autre armée des évêques et des curés (1).

En attendant, le problème des sans-logis est toujours posé, les écoles sont encore fermées ou sans vitres, de nombreuses routes ne sont pas réparées, les industries n'ont pas de programme de reconstruction et les chômeurs sont privés d'assistance efficace. Et, par des pressions politiques mises en œuvre cas par cas, on voit réparer, certainement aux dépens de l'Etat, l'église de préférence à l'usine, ou reconstruire les palais des petits copains au lieu de la chaumière du paysan qui passe l'hiver dans une tanière.

★★

N'aurait-il pas été plus simple, par exemple, d'autoriser les sans-logis à chercher un toit provisoire dans les maisons où se trouvent des chambres disponibles et de former ensuite, par la pression commune des sinistrés et de leurs hôtes, quelque comité chargé de s'intéresser vraiment à la reconstruction, aux priorités, etc ? De même, pour tous les autres problèmes locaux, le financement direct au moyen des ressources récoltées sur place, sans passer par le détour de Rome, eût été préférable.

Si l'on ne trouve pas dans le pays de personnes compétentes — hypothèse qui ne nous paraît pas vraisemblable — un gouvernement peut-il les trouver, qui n'est qu'un groupe d'hommes pensant à travers une bureaucratie déformée par la fonction, et qui, à la solution de ces problèmes, a seulement un intérêt secondaire, certainement moins impérieux et moins efficace que celui des citadins ?

Nos problèmes

DANS les temps catastrophiques actuels, nous, anarchistes, ne nous limitons pas à l'œuvre négative de la critique pure. La critique est très facile, car la matière abonde.

Nous nous efforçons au contraire d'indiquer des solutions possibles pour chaque problème qui se présente, en montrant en même temps quels sont les groupements conservateurs ou réactionnaires à qui l'Etat, a enlevé la capacité d'examiner librement les faits qui s'opposent à leur réalisation. Et pour cela, nous nous proposons surtout de ressusciter la volonté chez les hommes et les femmes et des libres initiatives avec lesquelles ils inscriraient leur œuvre dans les faits.

(1) Mis à part évêques et curés, il en est de même en France pour les parasites de la soi-disant défense nationale.

Nous voulons parvenir à ce que tous recommencent à réfléchir. Ainsi, ils s'apercevront qu'on obtient toujours et seulement en proportion de ce que l'on sait exiger et accomplir.

L'histoire des prisonniers et des militaires libérés l'enseigne. Si les hommes des partis et du gouvernement se sont intéressés à cette catégorie de citoyens qui n'ont aucun droit particulier vis-à-vis de tant d'autres qui ont souffert autant et souvent plus encore de la guerre, c'est parce qu'ils menacent et agissent.

Les sinistrés, les chômeurs, les déportés, les innombrables faméliques qui serrent leur ceinture ou se prostituent, vendent et achètent au marché noir sont oubliés précisément parce qu'ils souffrent en silence, parce qu'ils prennent leur mal en patience.

Au lieu d'affronter le problème et de donner, aux dépens de la communauté, à manger à tous les chômeurs sans distinction, nos messieurs commettront probablement l'injustice d'enlever leurs places à des hommes (et à des femmes surtout) qui ne peuvent s'en passer, pour les donner aux turbulents militaires et prisonniers libérés.

Dans l'énorme tâche de reconstruction de la vie civile, les problèmes sont infinis. Mais quel que soit celui qui se présente, il est immédiatement possible d'y trouver une solution anarchiste, qui est d'ailleurs vraiment la seule et qui, au moins, a le mérite de n'être pas dilatoire.

Il serait, certes, utile d'exposer ici nos idées sur ces solutions, mais cet énoncé deviendrait excessivement long. Aussi nous n'indiquerons parmi eux que les principaux.

Premièrement : le désarmement.

Nous autres, anarchistes, passons souvent pour des gens violents, parce que lorsqu'on tente de nous en imposer par la force, nous répondons généralement du tac au tac. Mais nous pensons, au contraire, avec plus de résolution que quiconque et avec plus de sincérité qu'il est temps d'en finir avec l'usage organisé des armes. Nous le pensons avec beaucoup plus de force pour ce qui nous regarde tous, en tant que collectivité nationale. Car il est clair que les dépenses militaires ont absorbé la majeure partie du travail de quatre générations, rendant impossible la construction de maisons, d'écoles, de routes, d'hôpitaux, de bibliothèques, de théâtres, de chemins de fer, sans lesquels nous n'aurons jamais une teneur moyenne de vie définissable.

Aujourd'hui, plus que jamais, les dépenses militaires apparaissent plus qu'inutiles, nuisibles même. Pourtant, personne n'a le courage d'en proposer ni d'en exiger à grands cris la suppression totale. A quoi servent maintenant l'armée, la marine, l'aviation ? D'abord, le fait de nous avoir engagés dans cette stupide guerre de la puce contre l'éléphant est une démonstration patente de l'incapacité professionnelle des grands chefs militaires. Mais quand bien même ils seraient des génies, à quoi peuvent-ils nous servir ? Toute somme enlevée à une tâche constructive est aujourd'hui un délit contre le peuple.

Cela suffit certainement, sans y ajouter — ce qui serait bien facile — le poids énorme de la barbarie et des atrocités que les militaires professionnels cultivent chez nos fils, le déchaînement

d'instincts bestiaux et la perte de millions de vies et les destructions que la guerre porte en elle.

Un seul remède, définitif : au diable les généraux et les amiraux ! et proclamons la neutralité perpétuelle de notre pays. Cela, dans le pire des cas, ne nous exposera jamais aux dommages atroces auxquels nous a conduits le fait d'être armés.

**

Deuxièmement : réaliser la liberté de conscience.

On nous fait le reproche d'être anticléricaux, et nous le sommes. Parce que nous voyons le clergé s'autoriser de son autorité sur les esprits simplistes pour les diriger vers des fins politiques de conservation sociale, quand elles ne sont pas de nette réaction. Nous sommes même plus qu'anticléricaux, persuadés que toutes les religions révélées sont un obstacle à la marche éternelle des hommes vers de nouvelles et meilleures formes de vie.

Mais nous croyons à la liberté. Et nous ne préconisons pas la violence physique ni la violence légale contre les Eglises. Au contraire, c'est seulement à la liberté de religion, à la liberté effective que nous demandons de réduire l'influence sociale des Eglises dans les limites correspondantes à la volonté de ceux qui y participent.

Aujourd'hui, en Italie, avec tous les prêtres payés par l'Etat, il est trop facile à l'Eglise catholique d'établir, à travers ses évêchés et ses paroisses, un réseau tenu d'interventions qui lui permet de pénétrer dans les familles, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les communes, partout. Cette intervention silencieuse est une des plus grandes offenses que subit la liberté des Italiens.

Le peuple vit entouré matériellement des institutions de l'Eglise catholique ; il les trouve autour de lui en naissant, à son mariage et à sa mort. Et du moment qu'elles ne lui coûtent rien directement, et que les prêtres prennent attentivement soin d'empêcher toute renaissance d'esprit critique, elle s lui apparaissent comme une partie nécessaire et constitutive de la société, du même type que le gouvernement.

Il n'y a pas une participation libre et volontaire du peuple à l'institution et à la gestion des Eglises. Elles s'imposent grâce à la passivité du peuple, et c'est tout.

Nous demandons donc, pour protéger la liberté religieuse de chacun, qu'il ne soit plus accordé de subventions publiques à aucune Eglise particulière, qu'elle soit catholique, protestante, juive ou musulmane. Que chacune d'elles assure sa propre existence par les contributions directes de ses fidèles. En dénonçant le Concordat signé par Mussolini et le Pape, il sera ainsi fait un premier pas vers notre intégrale et effective liberté religieuse.

**

Troisièmement : supprimer la ségrégation sociale des femmes.

Tout le monde a dit : « Accordons le droit de vote aux femmes ». Il semble que par là on s'achemine — par quelque miraculeuse cause cachée — vers leur parité sociale avec l'homme. Mais, en réalité, si le cadre social actuel ne change pas, la femme restera

toujours subordonnée à son mari et à ses fils, sujette du prêtre, esclave des habitudes et des préjugés. Voter sera pour elle une autre forme d'obéissance. Il n'en adviendra rien de bon ni pour le pays ni pour les femmes.

Il faudra bien autre chose. Et nous sommes les seuls, nous anarchistes, à avoir le courage d'en parler.

Avant tout, il faut *libérer la femme de la tutelle du prêtre*. Sans cela, rien n'est possible : là se trouve d'aspect particulièrement italien du problème. Le prêtre maintient l'esprit des femmes dans un état de débilité et d'assujettissement par l'idée superstitieuse d'un Dieu avec barbe et baguette, qui voit tout et pourvoit à tout — ce pourquoi il est inutile de nous occuper de chercher mieux — et d'un bien-être individuel que nous trouverons après la mort, en vue de laquelle on doit accepter avec résignation les tristesses, les misères et les injustices de la vie présente.

La femme croit s'appuyer sur Dieu. En réalité, elle s'appuie sur le prêtre et se laisse guider par lui dans toutes ses actions, car la pratique du confessionnal donne l'habitude de l'obéissance indiscutée, sous la menace de l'enfer qui enlève la volonté d'agir.

Le prêtre est l'ennemi le plus décidé de la liberté de la femme, parce qu'il est le plus intéressé à lui conserver sa mise à l'écart de la vie sociale. De fait, l'Eglise trouve dans la femme son majeur soutien. Et l'action de l'Eglise, dans tous les domaines, nous la trouvons toujours devant nous — comme un obstacle difficile à surmonter parce que son vrai siège se trouve dans l'inertie des femmes mêmes — chaque fois que l'on formule pour les femmes une proposition concrète de libération.

Dans ce cadre anti-ecclésiastique, il faut *diffuser le contrôle des naissances*, c'est-à-dire la volonté de la limitation consciente du nombre des enfants, surtout dans les régions où à la forte natalité répond une très forte mortalité infantile, où toutes les femmes, déjà flétries à trente ans par les maternités excessives, restent esclaves de la chaîne d'enfants qui naissent et meurent continuellement, sans que de leur sacrifice découle le moindre profit social.

Mais qui ose parler d'une libre propagande des moyens anti-fécondatifs propres à renforcer la famille et non à la détruire, en opposant aux objections des catholiques les mille raisons qui nous apparaissent impératives ?

Enfin, il faut *libérer la femme de la servitude du mariage*, comme il est aujourd'hui établi et pratiqué.

Personne, peut-être, n'a de la famille un concept aussi élevé que les anarchistes, qui voient en elle le premier noyau social autour duquel toute la vie collective peut se construire en liberté. Mais il faut que dans la famille la femme devienne et reste égale à l'homme.

Il est nécessaire que le mariage n'apparaisse pas à la femme seulement comme un moyen d'assurer son existence, mais comme le gai chemin de l'amour et de la maternité. Dans une famille digne de ce nom, la femme ne doit pas être obligée de dépendre du bon plaisir de l'homme qui, en assumant l'entretien, la maintient enchaînée.

Et il faut aussi que la femme et l'homme puissent faire et défaire leur union à volonté. Ainsi se cimente, en liberté, l'unité

de la famille, qui doit être avant tout unité des cœurs. En fait, il n'y a pas de famille là où la loi oblige à cohabiter deux êtres entre lesquels l'amour a disparu et qui soutiennent la vie conjugale en la faisant de mensonges et de duperies. L'union et la séparation doivent être entièrement libres. L'intervention sociale doit se réduire au simple enregistrement de l'état civil, sans autre formalité.

Voilà ce que nous pensons. Mais, même sans arriver jusque là, qui ose proposer au moins, dans cette Italie dominée par la toute-puissante Eglise catholique, que l'on donne aux femmes une éducation professionnelle complète, laquelle est admise en fait pour tous les métiers, qu'à travail égal elles aient le même salaire que les hommes — de façon qu'elles puissent se trouver avant leur mariage en état d'indépendance économique — et que l'on rende possible pour tous le divorce, sans longs et coûteux procès ?

Quatrièmement : *abolir la servitude du salariat*.

Voilà la cause, évidente ou jointaine, de presque tous les maux de notre vie sociale et de l'attitude passive et souvent lâche d'une grande partie des travailleurs.

Leur subordination, leur obéissance au pouvoir aux mille tentacules, viennent de la peur de ne pas pouvoir — en perdant leur salaire — subvenir aux besoins élémentaires de la vie. La crainte de perdre la vie conduit à la perte de la liberté. Et pour anéantir cette crainte, il n'y a qu'un moyen : détacher la satisfaction des besoins élémentaires du salaire, c'est-à-dire du travail même.

Tant que les hommes et les femmes n'auront pas le minimum vital assuré par la communauté dans laquelle ils vivent, par le seul fait qu'ils existent — indépendamment de leur intelligence, de leur capacité de travail et de toute autre considération — on ne pourra jamais penser à mettre en route une société d'hommes libres.

Et, par contre, ainsi éliminée la peur physiologique du lendemain, le travail de tous, l'entière compétition qu'est la vie sociale, perdront les réminiscences animales qui, aujourd'hui, conduisent à la servitude des uns et à la prédominance des autres.

La liberté sera effective, l'originalité sans danger. Personne n'aura plus à certains moments, comme il arrive aujourd'hui, des sentiments sordides.

Mais qui affronte le problème, en dehors des philanthropes qui le voient sous l'angle de la bienfaisance, laquelle sanctionne et réaffirme, dans l'acte même du don, l'infériorité sociale de celui qui reçoit ?

Les méthodes d'action

A FIN de promouvoir l'action sociale dans les directions que nous avons ainsi sommairement indiquées, nous, anarchistes, nous efforçons d'accomplir, chaque jour, dans tous les milieux, une œuvre éducative qui pénètre aussi profondément qu'il est possible.

L'anarchisme n'est pas l'utopique songe de « fins » imaginaires, nouvelles formes sociales selon les faciles schémas intellectuels des politiciens.

Au contraire, c'est essentiellement une méthode pour la vie quotidienne. C'est l'orientation de la vie quotidienne — dans le travail, dans la discussion, dans la pensée, dans l'amour, dans l'amitié, dans la lutte, dans toutes les multiples activités qui font la journée humaine — dans un sens résolument libertaire.

Nous sommes donc, par tempérament, surtout des éducateurs. Nous faisons confiance aux hommes et aux femmes qui constituent notre prochain, parce que nous avons confiance en nous-mêmes. *Nous savons que nous ne sommes pas meilleurs que quiconque.* Les lacunes et les défauts du voleur, de la prostituée, de l'autoritaire, comme les aptitudes du studieux, du combattant ou de l'ascète, nous des sentons sourdre tous également de motifs profonds qui sont vifs en chacun de nous. Nous voulons éduquer parce que nous avons en nous-mêmes l'expérience de la possibilité d'éduquer.

Mais nous ne dissimulons pas que ce n'est pas par cette voie qu'on pourra arriver à la véritable construction de la liberté. L'ambiance forme l'homme de même que l'homme forme l'ambiance. Pour que l'œuvre créatrice de l'homme puisse se développer il faut donc changer complètement les conditions présentes de la vie sociale. Et sur cette route s'érige, obstacle énorme, l'Etat, dans l'action duquel rien de décisif n'est possible sinon par voie de révolution.

C'est pour cela que nous sommes, radicalement, des révolutionnaires, même quand nous nous posons en éducateurs.

C'est pour cela que, tout en étant les ennemis les plus acharnés de la violence par laquelle s'affirment les autoritaires, les dominateurs, nous nous honorons de compter au nombre des nôtres ceux qui osent, dans les heures de crise sociale, exprimer à eux seuls, les souffrances et les volontés des multitudes opprimées.

Tous ceux qui parlent d'émancipation prolétarienne, des droits des masses, des grandes injustices à supprimer, doivent nécessairement se placer, comme nous, sur le terrain des solutions révolutionnaires s'ils veulent vraiment que leur action aboutisse.

Celui qui ne se décide pas, celui qui pense encore à des réalisations possibles par l'action réformiste de l'Etat ou par la conquête intégrale de l'Etat, après les décisives expériences négatives que nous offrent — dans les deux conceptions — les vingt-cinq années passées, celui-là est, à notre avis, ou un illuminé qui n'ose pas regarder le fond de la réalité ou un ambitieux qui aspire au pouvoir.

Nous avons confiance seulement dans la volonté et dans l'action directe de ceux qui souffrent aujourd'hui de la servitude. Nous affirmons la valeur de l'éducation. Mais seulement en ce que, compagne de la lutte, elle conduit les hommes à vouloir et à agir, à conquérir leur liberté et non pas en espérant que, par les voies pacifiques de l'éducation et du consentement, on puisse détruire

les privilèges sociaux, nés et maintenus des méthodes héritées de la barbarie.

Nous voyons qu'il est inévitable de recourir à la révolution, qui détruit toutes les formes sociales et en crée de nouvelles. Et nous sommes adversaires de tous les politiciens qui, par le jeu soporifique des élections, demandent au peuple des délégations de pouvoir, lui faisant croire que par cette renonciation à agir il pourra également construire, par effet de miracle, un nouvel ordre social.

Nous répétons avec Pisacane : *« La propagande de l'idée est une chimère, l'éducation du peuple est une absurdité. Le peuple ne sera pas libre quand il sera éduqué, mais il sera éduqué quand il sera libre. La seule œuvre que puisse accomplir un citoyen pour servir son pays est de coopérer à la révolution matérielle. Et l'éclair de la bannière de Milan fut une propagande plus efficace que mille volumes écrits par les doctrinaires, qui sont la vraie peste de notre pays. »*

Pour prendre congé

Cher lecteur, chère lectrice,

NOUS espérons avoir suscité en toi des réflexions dégagées des schémas des pensées habituelles. Et pour conclure par le réconfort dans un grand esprit, évoquons ici Bakounine qui disait :

« Aucun individu ne peut reconnaître sa propre humanité, ni, par conséquent, la réaliser dans sa vie, sinon en la reconnaissant chez les autres et en coopérant à sa réalisation pour les autres. Aucun homme ne peut s'émanciper autrement qu'en émancipant avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tous, puisque je ne suis réellement libre, libre non seulement dans l'idée mais dans le fait, que lorsque ma liberté est dans le droit de tous les hommes, mes égaux. S'ils sont ignorants, misérables, esclaves, mon existence est déterminée par leur esclavage. Moi, illuminé et intelligent, je suis — le cas échéant — stupide par leur stupidité. Moi, courageux, je suis esclave par leur esclavage. Moi, riche, je tremble devant leur misère. Moi privilégié, je pâlis devant leur justice. »

Vérité profonde. On n'est jamais libre si l'on a pas autour de soi un monde d'hommes libres. Ceci est pour nous, anarchistes, la synthèse de toutes nos idées, de toutes nos volontés.

(Traduit de l'italien par Albert Ledrapier.)

POUR REALISER

LA SOCIETE SANS ETAT

soutenez l'action de la Fédération anarchiste.
Pour les adhésions et renseignements écrire au
siège : 145, quai de Valmy, Paris, Xe

**Derniers ouvrages parus
dans la littérature anarchiste**

L'Imposture religieuse, par Sébastien Faure	200 »
De prison en prison, par Louis Lecoin	160 »
La Vie ardente de Louise Michel, par Fernand Planche	150 »
La Révolution inconnue, par Voline	260 »
Eugène Humbert, sa vie, son œuvre	350 »
La Révolution sociale ou la dictature sociale, par Bakou- nine	165 »
La Tour des peuples, par Han Ryner	260 »

Ouvrages plus anciens

La véritable Révolution sociale, par Sébastien Faure et divers	75 »
L'Initiation individualiste anarchiste, par E. Armand ..	120 »
Le Monde nouveau, par Pierre Besnard	100 »
L'Anarchie, sa philosophie, son idéal, par Pierre Kro- potkine	20 »
L'Entraide par Pierre Kropotkine	160 »

Littérature générale

Insomnie espagnole, par Aïba Victor	120 »
Les Coupables, par Albery Jean	180 »
Les Utopistes et la question sexuelle, par E. Armand ..	25 »
Dieu et l'Etat, par Bakounine	40 »
L'Éthique du syndicalisme, par Pierre Besnard	75 »
Confusion des peines, par Jean Blanc	200 »
Joyeux, fais ton fourbi, par Jean Blanc	200 »
Au Pays des repopulateurs, par Louise Bodin	50 »
L'Homme devant l'Église, par Ch.-Aug. Bontemps	60 »
Cent millions de morts, par G. Boulhoul	145 »
L'Ère des organisateurs, par J. Burnham	200 »
Religions et sexualisme, par Cétremoy	60 »
L'Age de la confusion, par Renée Chevillon (abondan- cisme)	150 »
La Faillite des Religions, par l'ex-abbé Claraz	80 »
La Cité sans Dieu, par J. Colereau	60 »
Au Service de la Paix, par E. Cresson	50 »
Le Drame d'enseigner, par Denux	40 »
Rareté et Abondance, par J. Duboin	190 »
Naissance et Mort des Dieux, par Sébastien Faure ..	30 »
L'Église a menti, par Sébastien Faure	30 »
Mon Journal dans la drôle de paix, par J. Galtier-Bois- sière	140 »
Plaisir des Dieux, par Urbain Gohier	50 »
Le Sphinx rouge, par Han Ryner	80 »
Amant ou tyran, par Han Ryner	70 »
Souvenirs sur Han Ryner, suivi de Pacifisme et Vio- lence, par Hem Day	75 »
Panurge au pays des machines, par Ixigrec	25 »
Le Fœtus récalcitrant, dessin et texte de Jossot	30 »
Questions d'actualité, par le Dr A. Lahille (néo-malthu- sianisme)	150 »
Essai sur la société contemporaine, par A. Lennoz ..	100 »
Histoire de la Commune de 1871, par Lissagaray	300 »

(Voir la suite page 31).

QU'EST-CE QUE L'ANARCHIE ?

par **Luigi FABBRI**

DANS le vaste mouvement politico-social actuel, les mots « anarchie » et « anarchistes » ne sont plus, comme il y a soixante ans, une nouveauté ; ils ne signifient plus, pour les uns : les indulgents, quelque chose qui tient de l'extravagance et de la monomanie ; ou, pour les autres, désordre et criminalité. S'il y a des personnes qui parlent encore de l'Anarchie avec ces idées préconçues, il s'agit ou d'êtres vivants éloignés de la vie moderne de pensée et d'action, ou d'ennemis ne reculant pas devant le mensonge et la calomnie pour combattre les idées adverses. L'opinion de ceux-ci ne saurait donc être prise en considération.

Nous nous adressons aux hommes de bonne foi vivant la vie de passion et de lutte, de travail et d'étude, parmi nous et autour de nous, dans le monde actuel. Ces hommes n'ignorent pas que l'anarchisme est une doctrine sociale et, pour ceux qui l'acceptent, et veulent en réaliser les postulats, une foi de combat ; doctrine et foi que l'on peut juger erronées et même nuisibles, mais, en tout cas, dignes de respect au même titre que n'importe quelle autre doctrine ou foi sincèrement professée.

C'est à ces hommes que nous parlons. Et plus particulièrement à vous, travailleurs manuels et intellectuels, à vous les jeunes d'âge et de cœur qui, avec le grand poète libertaire italien Pietro Gori, pensez que : « *Point ne fumes faits pour vivre comme brutes, mais pour rechercher vertus et connaissances* », et qui vous êtes promis à vous-mêmes une vie de bataille pour le triomphe du juste et du vrai, en jurant de ne point désertir ce champ du devoir.

Sans doute, vous avez maintes fois entendu parler des ennemis et des amis de l'Anarchie. Peut-être même se trouve-t-il des anarchistes parmi vos propres amis, parmi vos camarades d'usine et de bureau, parmi vos collègues ou vos voisins. Dans ce cas, si la calomnie ennemie ne vous a pas indisposés contre eux, peut-être ressentez-vous aussi quelque sympathie pour ces hommes qui, même s'ils ont des idées fausses, (selon vous) montrent indubitablement un désintéressement supérieur aux autres pour défendre un idéal pour lequel ils savent se battre s'il le faut et même mourir.

Quelquefois aussi vous avez pris en main quelques-uns de leurs journaux ou de leurs livres ; mais, par hasard vous ne fûtes pas heureux dans le choix, parce que ceux-ci étaient destinés à des lecteurs possédant déjà les connaissances élémentaires de leur programme

et que ceux-là, contraints par les nécessités de l'heure, traitaient des questions de critique et de polémique que vous ne pouviez guère comprendre ; d'autres encore se consacraient à développer des à-côtés de la doctrine sans aucun intérêt pour vous qui en ignoriez les points essentiels.

Vous ne savez donc pas exactement ce que veulent les anarchistes. Quel que soit le visage qu'ils prennent à vos yeux, que vous soyez bien ou mal prévenus contre eux, vous ignorez tout de l'Anarchie.

C'est précisément à ceux qui ne savent pas ou qui savent trop imparfaitement, que nous voulons indiquer succinctement et dans ses lignes principales, quel est, en réalité, le programme d'action et de réalisation anarchistes.

Nos forces sont trop modestes et l'espace trop limité pour nous flatter d'y réussir d'une façon complète. Nous n'avons pas cette prétention. Mais si le peu que nous dirons est dit avec assez de précision pour que l'idée anarchiste se présente nette et bien définie, et que votre esprit et votre cœur soient intéressés à la connaître mieux, à en approfondir les théories et les méthodes, nous considérons avoir, en grande partie, accompli notre tâche.

Ceux que nous aurons réussi à entraîner vers ce superbe idéal d'amour et de justice, auront toujours la possibilité de s'informer plus amplement afin de compléter leur propre culture sur une question aussi intéressante en puisant pour cela dans les innombrables chefs-d'œuvre des nombreux penseurs libertaires. Et, par l'expérience des faits, au contact de leurs camarades de lutte et de travail, ils pourront fortifier leur conviction et leur conscience.

★ ★

Nous ne dirons rien de nouveau.

Que les sceptiques et les amateurs de phrases, toujours à la recherche de paradoxes littéraires, jettent ces pages : elles ne sont pas pour eux.

Si, parmi les lecteurs honnêtes et sincères, il s'en trouve à qui la répétition des choses déjà connues paraisse superflue, qu'ils pensent que tout apostolat de vérité ne peut que répéter, sous des formes diverses, la même vérité et cela jusqu'à ce que celle-ci ait triomphé du mensonge.

Et à ceux qui persistent à mentir pour défendre à l'aide de sophismes tout un monde de crimes et d'infamies et qui s'étonnent de s'entendre opposer toujours les mêmes raisons, nous ne pouvons répondre qu'avec les paroles du philosophe grec : « *Vous vous obstinez toujours dans les mêmes erreurs, nous vous répétons toujours les mêmes vérités.* »

Anarchie, chacun le sait, est un mot qui, d'après son étymologie grecque, signifie *sans gouvernement*. Dans l'antiquité on dénommait « *anarchiques* » les intervalles de temps compris entre la cessation d'un pouvoir et la création d'un pouvoir nouveau.

Et comme, depuis les temps les plus reculés, jusqu'en 1870 ou 1880, personne, ou presque, ne croyait possible ou souhaitable la vie sans gouvernement, et que la presque généralité craignait que sans gouvernement la société ne tombât dans le chaos le plus épouvantable, il

en est dérivé l'usage, au sens figuré, du mot *anarchie* pour désigner par ce terme le désordre, la confusion, etc.

De temps à autre, à travers les siècles, quelques penseurs isolés eurent l'intuition que peut-être les hommes se trouveraient mieux sans gouvernement. Des philosophes grecs, chinois, arabes en sont arrivés à cette conclusion. La légende chantée par les anciens poètes latins du temps saturnien représentant les hommes vivant libres, sans lois ni maîtres, est un indice que l'âme humaine a toujours aspiré à la liberté, et qu'elle entrevoyait l'idéal sans croire à sa réalisation possible dans une société de gens libres et égaux.

Mais il ne s'agissait alors que de fables imaginatives, à fond religieux des poètes, ou bien de conceptions abstraites également très éloignées de la vie réelle.

Des tendances anarchistes se sont manifestées plus tard au cours des siècles dans les périodes plus révolutionnaires de l'histoire : par exemple parmi les hérétiques du christianisme, parmi les utopistes de la Renaissance, parmi les avant-gardes extrêmes de la Réforme, parmi les minorités les plus avancées de la Révolution française et des diverses révolutions nationales.

En outre, chaque fois que des penseurs et des poètes ont voulu imaginer une société parfaite ou tendant à la perfection, ils n'ont pu s'empêcher de la voir sans maîtres ni gouvernement.

Ces idées et tendances, très vagues et imprécises, souvent mêlées à des extravagances inhumaines (comme la communauté des femmes) étaient jusqu'à la moitié du siècle dernier considérées comme fantaisies de visionnaires, paradoxes en dehors de la réalité, rêves...

Cependant, peu de temps avant, au sein de la Révolution française, commençait à se préciser l'idée que le progrès consiste dans la continuelle élimination de l'autorité dans les rapports humains et que le but à atteindre doit être une société d'hommes libres vivant sans gouvernement. Ce fut le penseur anglais Godwin qui, en 1793, développa le premier cette idée d'une manière claire et systématique.

Pendant les cinquante années suivantes, l'idée anarchiste fit des pas de géant, pas encore sous ce nom précis, mais dans son esprit qui prenait des formes déterminées et précises, à mesure qu'il se concrétisait.

Spécialement, Fourier (1829) développa la conception que l'homme ne pourrait se perfectionner que dans la pleine et entière jouissance de ses facultés, sans aucune espèce de coercition extérieure. Mais ce n'est qu'avec Proudhon — le père de l'Anarchie, comme le dit Kropotkine au procès de Lyon en 1882 — que la pensée anarchiste atteint sa maturité et devint un programme de révolution sociale. Ce fut d'ailleurs Proudhon qui accepta, le premier en 1840, le mot *An-Archie* comme expression de sa pensée.

Au sein de la Première Internationale des travailleurs, l'idée anarchiste, de conception abstraite et polémique des penseurs, devint programme d'action, de revendication et de révolution sociale d'une notable partie des masses travailleuses.

Les révolutions de 1848 et de 1871 furent, en quelque sorte, les expériences à travers lesquelles beaucoup de prolétaires constatèrent que les moyens autoritaires les éloignent au lieu de les rapprocher du but de liberté et d'égalité qu'ils veulent atteindre.

Avec Bakounine et ses amis et, plus spécialement, comme conséquence de la polémique qui s'engagea et se poursuivit avec le courant autoritaire représenté par Karl Marx au sein de l'Internationale, l'Anarchisme ne fut plus seulement une vague aspiration, un arrangement social futur ; mais bien une méthode de lutte, un guide, un mouvement ; c'est-à-dire « La conception libertaire de la révolution et du socialisme » (1872).

Bakounine mort (1876), les fédérations de l'Internationale nettement anarchiste (l'espagnole, la belge, la jurassienne, l'italienne) poursuivirent, dans les congrès et dans la presse, l'élaboration de l'idée anarchiste, et ceci à un tel point que, en 1887, la Fédération italienne et, en 1880, la Fédération jurassienne arrivèrent à la formulation du communisme anarchiste (Malatesta, Cafiero, Reclus, Kropotkine, Grave, etc.).

Après la disparition des dernières sections de la Première Internationale, lesquelles survécurent jusqu'en 1882, le mouvement anarchiste prit son autonomie et poursuivit son développement et son chemin complètement détaché et indépendant de tous les autres partis ou mouvements.

*
**

L'Anarchie, pour être bien comprise, doit être considérée dans ses deux aspects inséparables : 1° comme tendance et mouvement ; 2° comme programme d'action future.

Comme tendance spirituelle à la liberté de l'individu et des peuples par la libération progressive des liens extérieurs et des coercitions violentes patronales et étatistes. Tendance qui, sur le terrain politique et social, se traduit par la révolte continuelle contre toutes les oppressions et les tyrannies, par la conquête d'une indépendance individuelle et collective toujours plus grande.

L'Anarchie représente le progrès infini de l'amélioration morale et matérielle des humains, car elle constitue, en réalité, le facteur le plus important.

Cette tendance se manifeste partout et le plus souvent sans prendre conscience d'elle-même et sans s'appeler anarchiste.

Au sein des autres partis, malgré eux et à leur insu, elle remplit la fonction de levain ou de ferment.

Dans le domaine religieux et moral, cette tendance est une révolte contre les vieux préjugés. A la foi surnaturelle et à la croyance à un autre monde, elle substitue la foi dans la volonté humaine et affirme sa capacité de réaliser sur terre son propre désir de justice. A la discipline contrainte, imposée par les prêtres et la force armée elle oppose la discipline volontaire et libre dérivant du sentiment intime du devoir, de la vraie compréhension de son propre intérêt et du sentiment de solidarité sociale.

Dans le domaine politique, les individus et les collectivités tendent à vivre et à organiser leur propre vie indépendamment de l'Etat, excluant toute ingérence de sa part et luttant contre ses prétentions.

Dans le domaine économique, les travailleurs cherchent à s'éman-

ciper de l'esclavage du salariat et de l'objet chantage les contraignant à se soumettre ou à mourir de faim.

Dans le mouvement anarchiste, toutes ces tendances, inconscientes et éparses un peu partout et dans tous les milieux et mouvements sociaux, s'organisent, se complètent et s'intègrent en pleine conscience d'elles-mêmes.

L'Anarchie est donc la somme de toutes les tendances à la liberté : en religion, en morale, en politique, en économie, dans les sciences et à l'école, aussi bien qu'à l'usine et sur la place, dans l'évolution et la révolution.

L'Anarchisme constitue ainsi un mouvement organique complètement autonome de tous les autres. Mais, dans la vie sociale, ce mouvement participe à toutes les luttes, même à celles initiées par d'autres, pourvu que ces luttes répondent à une ou plusieurs de ses directives et que les méthodes employées ne soient pas en contradiction avec ses principes.

N'ayant pas de buts matériels propres, individuels ou de parti, à atteindre, l'anarchiste ne connaît pas la jalousie ; il approuve et aide, quelle qu'en soit l'origine, toute revendication de liberté.

Par contre, n'ayant aucun lien d'intérêt avec aucun parti politique, il les combat tous sans merci, de même que tous les mouvements qui sont un obstacle à ses principes et à ses fins libertaires et révolutionnaires.

Ainsi, l'anarchiste peut, sur les barricades, se mêler fraternellement à des républicains, des socialistes, des communistes, aux prises avec le gouvernement et le capitalisme, mais il se dressera, les armes à la main, contre quiconque, parmi ceux-ci, deviendra ou tentera de devenir à son tour gouvernant ou exploitateur.

Etant donnée cette conception de la lutte et du mouvement, les anarchistes ne sauraient se soucier des défaites, parce que, jusqu'au jour de leur victoire totale, ils se considéreront toujours battus ; même si d'autres, moins exigeants, entonnent des chants de victoire. Ils savent fort bien que, jusqu'au jour de cette victoire, ils seront condamnés à refaire toujours la même besogne. Malgré cela, ils progressent, mais leur progrès n'est guère visible, car il sert surtout les autres qui peuvent impunément en usurper tout le mérite. Mais qu'importe ! Le progrès n'en vient pas moins pour cela !

L'anarchisme exerce directement et indirectement cette fonction de propulseur et d'éducateur, sans pour cela renoncer à la lutte au jour le jour, sans s'écarter des petits détails, sous prétexte de se réserver pour les grandes batailles. Il ne subordonne pas son activité révolutionnaire à de préjudiciables questions dogmatiques, ni à des conditions préalables, à moins que l'action ne diverge par trop de son but.

Pour agir, les anarchistes n'attendent pas une hypothétique maturité des temps ou de l'évolution, parce qu'ils savent trop bien que l'action est le meilleur des moyens pour faire mûrir l'évolution et vaincre le temps. Pour lever le drapeau de la liberté, ils n'attendent pas non plus que tous les hommes soient éduqués, car ils savent que la liberté est la meilleure éducatrice d'hommes libres et que sans elle, même l'indépendance de l'esprit, ne peut être que l'apanage de quelques-uns.

SANS négliger d'obtenir de l'éducation tout ce qu'on est en droit d'en attendre pour élever le niveau moral au sein du régime actuel, afin qu'au moins une minorité de révoltés et d'opprimés se rendent dignes de destinées meilleures, les anarchistes n'oublient pas que c'est le régime lui-même qui constitue le plus grand obstacle à l'élévation du plus grand nombre vers un niveau intellectuel supérieur. C'est pour cela que les anarchistes se proposent, avant tout, de briser le joug pesant du privilège économique et politique, afin d'ouvrir aux majorités les voies à de nouvelles expériences et rendre ainsi possible pour tous une éducation de liberté.

Et voilà que se dessine nettement le but vers lequel tendent les anarchistes conscients de ce qu'ils veulent. Sans ce but précis que tous veulent atteindre, les tendances et le mouvement anarchistes se partageraient bientôt pour se fractionner à l'infini et se perdre peu à peu, absorbés par les autres mouvements mieux organisés.

Sur le terrain de la propagande, la première condition qui donne de la valeur à un mouvement et le maintien relativement uni, c'est l'idéal que l'on veut réaliser dès que possible.

A son tour, cet idéal serait stérile s'il ne se manifestait pas au moyen d'un mouvement homogène et cohérent ou s'il n'interprétait pas des tendances et des aspirations déjà vivantes dans l'âme humaine. Or, précisément, l'idéal qui interprète le mieux les tendances humaines et populaires à la liberté et à la justice sociale, c'est-à-dire à l'égalité dans la solidarité, l'idéal qui est l'aboutissante logique de tous les mouvements tendant à délivrer l'homme de l'esclavage économique et politique à la fois, c'est le *Communisme-Anarchiste*.

Avec leur propagande, leur mouvement et leur action — soit en temps normal d'évolution plus ou moins pacifique, soit au cours d'une éventuelle révolution plus ou moins violente — les anarchistes veulent encourager le développement des tendances naturelles à la liberté et à l'égalité, et cela en combattant les courants, forces et institutions opposés, afin d'arriver à établir un organisme social duquel seront éliminées toute coercition violente et autoritaire de l'homme sur l'homme, ainsi que toute exploitation de l'homme par l'homme.

Une société sans gouvernement et sans capitalisme ne serait plus divisée en classes ou castes privilégiées et en autres frustrées ; en riches et en pauvres ; en gouvernants et gouvernés ; en propriétaires et prolétaires ; en profiteurs et travailleurs. Elle serait constituée de libres associations au sein desquelles tous les hommes seraient des travailleurs ayant les mêmes devoirs et possédant les mêmes droits ; coopérant à la production de la richesse commune selon leurs forces et leur volonté et jouissant de la richesse ainsi produite dans les limites imposées par les possibilités matérielles et par les circonstances, et selon les pactes sociaux librement contractés et consentis.

C'est cette organisation sociale basée sur le consentement volontaire, sur l'entraide et sur la libre coopération qui donnera l'*Anarchie*.

Aujourd'hui que le communisme (comme déjà en 1848, quand fut publié le fameux manifeste de Marx et Engels) est prêché par

une école autoritaire du socialisme ne tenant aucun compte du naturel besoin humain de liberté et nourrissant l'illusion d'arriver à l'égalité en s'assujettissant par la force les hommes et en confiant l'action coercitive à un gouvernement dictatorial, il est bon de souligner que les anarchistes n'ont rien de commun avec un tel communisme.

Dans la socialisation de la propriété, dans son organisation et sa gestion communistes sur le terrain économique, les anarchistes voient certainement le meilleur moyen pour produire davantage avec un minimum d'efforts, tout en assurant à tous et à chacun le maximum de liberté, car il sera impossible de se dire libre aussi longtemps qu'on ne pourra satisfaire dans la mesure du possible à tous les besoins matériels et spirituels. Mais ils n'entendent pas imposer un tel système par la force, ni que ce système leur soit imposé par d'autres. Non, ils subordonnent sa mise en pratique à la persuasion et à l'acceptation de tous ceux qui devront y collaborer et le faire vivre.

Un communisme imposé par en haut, un communisme d'Etat, pour démolir les institutions que nous estimons dangereuses, les anarchistes ne le croient pas possible, et même le serait-il, il n'en voudraient pas et ne pourraient le supporter.

Le capitalisme et l'Etat ne seront certainement éliminés que par la force et au moyen de la révolution. Mais la force ou la violence peuvent détruire, non construire. Elles peuvent être utiles vaincre la violence gouvernementale qui s'oppose aux novateurs. Cependant, lorsqu'il s'agit de construire le nouvel édifice, la pioche devient inutile, il faut trouver autre chose.

En ce qui concerne la reconstruction sociale, les anarchistes ont leur programme duquel nous avons parlé plus haut, mais, pour sa mise en pratique, ils ne comptent que sur eux-mêmes et sur ceux qui se rangeront à leur côté. En ce qui concerne l'approbation générale, ils n'ont de confiance qu'en la propagande, qu'en la persuasion et la libre expérience ; c'est-à-dire qu'en l'efficacité de l'exemple qu'ils se promettent de donner en organisant les communautés sur des bases socialistes et libertaires.

Si la révolution trouve ou détermine un vaste milieu favorable au développement de l'anarchie, ce sera parfait. Dans le cas contraire, les anarchistes ne chercheront pas à imposer par la force leur régime aux autres ; ils se limiteront à revendiquer pour eux la liberté d'action pour mettre en pratique, où et comme ils pourront, dans les régions, dans les communes, dans les corporations, institutions et groupements quelconques, dans lesquels ils seront en nombre suffisant, le communisme libre, à la condition, bien entendu, de sauvegarder, au moyen de pactes réciproques, les intérêts supérieurs de la communauté en consentant à l'échange des produits et en participant, en cas de nécessité, à la défense de la révolution.

L'association pour l'existence et pour la lutte continuera à être la loi de la vie, soit au sein de chaque communauté, soit entre communautés diverses et lointaines, avec les développements que le progrès matériel et moral apportera. Comme l'individu ne peut atteindre sa plus large liberté qu'à travers la solidarité humaine — car, sans la solidarité, l'homme serait encore le sauvage des

cavernes, l'esclave de son ignorance et de sa brutalité — il ne peut exister que la véritable solidarité humaine des hommes libres.

Le modèle d'organisation coercitive est celle d'aujourd'hui qui, au moyen de liens politiques et économiques antihumains, maintient debout une société indigne de ce nom, mais en dépit des apparences, elle ne réussit pas à unir les hommes et les cœurs. Ceux-ci se recherchent et s'entendent tout à fait indépendamment d'elle, malgré les obstacles innombrables qu'ils trouvent sur leur route. L'absence de liberté n'empêche pas la solidarité.

Solidarité et liberté sont donc indissolubles dans la conception et dans la mise en pratique d'une société humaine réellement fraternelle. Pour les mêmes raisons et de la même manière, sont indissolubles — (l'un étant l'intégration de l'autre) — le communisme et l'anarchisme, qui, sur le terrain pratique de la reconstruction sociale, correspondent respectivement aux deux principes de solidarité sociale et humaine et de liberté individuelle et collective.

*
**

Voilà, dans leur grande majorité, pour ne pas dire dans leur totalité, ce qu'entendent par Anarchie, tous ceux qui, en tous pays, se déclarent *anarchistes* et combattent sous ce nom, dans les domaines les plus divers de la pensée et de l'action, pour la défense de tous les opprimés et de toutes les libertés et plus spécialement à côté de la classe ouvrière à laquelle ils appartiennent presque tous.

Ces hommes ont accepté ce nom d'anarchistes, si diffamé à travers les siècles, comme un défi au vieux monde et aux vieux préjugés, parce qu'il synthétise de la manière la plus touchante et la plus caractéristique leur idéal de liberté et leur ardent désir de libération universelle de tous les jougs économiques et politiques.

La bataille anarchiste est multiforme, chacun la conduit selon ses forces, son tempérament, ses tendances, ses préférences. Si le plus grand nombre se recherchent, s'organisent pour multiplier leur force dans l'union, d'autres préfèrent se battre seul ou en ordre dispersé ; les uns entrent dans le mouvement ouvrier et syndicaliste qu'ils animent de toutes leurs forces, les autres préfèrent s'en tenir au rôle d'agitateur d'idées dans les groupes de propagande.

Mais, qu'ils donnent peu ou beaucoup d'eux-mêmes, les anarchistes ne demandent rien au peuple, ni voix, ni places privilégiées et ils restent parmi les ouvriers et les combattants pour la liberté qu'ils considèrent comme leurs égaux.

Au peuple, au prolétariat, les anarchistes disent : « Fais par toi-même ; en toi seul réside le secret de ta victoire et méfie-toi de tous ceux qui aspirent à te gouverner, même de ceux qui aujourd'hui se prétendent tes amis, car ils deviendront tes ennemis demain. » Bien qu'ils estiment toutes les conquêtes, il n'y a pas, pour les anarchistes, de succès partiels possibles : ils restent vaincus parmi les vaincus, parce que pour eux il n'est qu'une seule victoire qui compte : la vraie, celle qui fera triompher intégralement leur idéal et leur désir de bien-être et de liberté pour tous les hommes. Cet idéal et ce désir semblent aujourd'hui vaincus et étouffés par la formidable et hautaine puissance du privilège triom-

phateur de l'heure qui passe. Mais ils brûlent d'une flamme plus vive et plus intense dans le cœur de leurs adeptes dont ils font battre le cœur plus puissamment et vibrer plus fort le cerveau. Ils stimulent la volonté d'une minorité toujours plus nombreuse, plus forte et plus consciente de ses droits, d'une minorité toujours davantage décidée à abattre définitivement les grilles qui enserrant l'humanité dans son enfer de sujétion et de douleurs.

Bientôt ce noyau de convaincus aura déblayé les routes de l'avenir des obstacles qui aujourd'hui l'encombrent. Ainsi les peuples reprendront leur marche en avant. Les hommes enfin libres seront alors, mais alors seulement, vraiment maîtres de leur destinée.

Si cette brochure vous a plu
lisez régulièrement

Ce qu'il faut dire

organe bimensuel de libre culture et d'action pacifiste.

Abonnement : 100 fr. la série de 20 numéros. Adresser les fonds à Louis Louvet, 13-15, rue Plat, chèque postal 880-87, Paris (20^e).

toutes les semaines

le libertaire

organe hebdomadaire de la Fédération anarchiste

En vente dans tous les kiosques et librairies.

Abonnements : 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Littérature générale

(Suite de la page 22.)

La Bible comique, par A. Lorulot	150 »
Crime et Société, par A. Lorulot	80 »
Pourquoi je suis aliée, par A. Lorulot	60 »
La Morale de Croquemitaine, par A. Lorulot	40 »
L'Impudicité religieuse, par J. Marestan	80 »
Histoire des Bourses du Travail, par Fernand Pelloulier.	120 »
Bakounine, par E. Porgès	110 »
Vie de Jésus, par Ernest Renan	350 »